

Nouvelles images d'Haïti



Bulletin mensuel du Collectif Haïti de France

21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris
Tél : 01 43 48 31 78

Inforépondeur : 01 43 48 20 81
Mail : collectifhaiti@hotmail.com

Supplément à Une Semaine en Haïti
Mai 2003 - N° 17

EDITORIAL

Entre la Zone de Libre-Echange Atlantique et l'Organisation Mondiale du Commerce, y a-t-il encore une place pour les petits producteurs haïtiens ? La libéralisation du marché du café a fragilisé ces derniers. Comment assurer un revenu régulier à sa famille quand les cours jouent au yo-yo ?

C'est ce défi que plusieurs coopératives de producteurs de café, soutenues par des organisations non gouvernementales ont décidé de relever. S'appuyant sur un partenariat entre les consommateurs du nord et les producteurs du sud, le commerce équitable est une alternative encore minoritaire mais qui assure des conditions de vie décente aux producteurs.

Comment cette alternative peut-elle se répandre pour améliorer le sort d'un maximum de producteurs ? Il faut certainement agir chez nous pour le développement d'une consommation « citoyenne » et par là-même une augmentation de la demande. De plus, il convient de faire pression sur les décideurs politiques et économiques pour qu'ils modifient les règles du jeu : les principes du commerce équitable pourraient être étendus au reste du marché...

La rédaction

Producteurs et consommateurs de tous les pays : unissez-vous!

Les petits producteurs de café haïtiens ont vite réalisé qu'ils ne pouvaient être d'éternels acteurs passifs. Ils ont joint leurs efforts, ils ont acquis les ressources stratégiques en termes de connaissance technique, de renforcement additionnel et ont développé des alliances au sein de coopératives. Les coopératives formées ont renforcé leurs liens en se fédérant. Elles ont initié un nouveau modèle d'entrepreneuriat où elles expérimentent la gestion d'entreprise visant la rentabilité mais aussi l'amélioration des conditions de vie des producteurs-trices, de leur famille et la régénération de l'environnement.

Dans cette dynamique on retrouve l'expérience du **RECOCARNO** (Réseau des Coopératives de Café de la Région Nord) appuyée par Oxfam (ONG Britannique). Ce réseau a pris naissance en 1997 et regroupe 7 coopératives totalisant près de 5000 membres dont 40 % de femmes. La mission du réseau est d'"*améliorer les conditions de vie des petits producteurs et petites productrices de café et de protéger l'environnement*". Les coopératives caféières regroupent en majorité de petits exploitants possédant entre 0.75 et 1.25 ha et utilisant comme ressource première la main-d'œuvre familiale. Les coopératives sont essentiellement des entreprises de commercialisation, s'adonnant à l'achat du café-cerise et à la préparation du café parche¹.

¹ Le café cerise est transformé en café "parche", par élimination de la pulpe et du mucilage adhérent. Le procédé consiste en une

LuiFORT Toussaint membre de la coopérative du Petit Bourg du Borgne explique : « *Au lieu de travailler pour nourrir les nantis nous devons collaborer entre nous. Il n'y a pas un très gros bénéfice en vendant notre café à la coopérative mais c'est un grand pas car c'est nous, les producteurs, qui contrôlons l'achat et la vente de notre café, et pas les spéculateurs* ».

Haïti et le commerce équitable

RECOCARNO vend son café dans le circuit du marché équitable depuis 1997² et réalise cette année des exportations atteignant près de 120 000 kg.

Parallèlement, il faut mentionner l'expérience de Action Aid, de la Fédération Luthérienne Mondiale et des coopératives de Thiotte, les Coopératives des Producteurs de Café de l'Arrondissement de Belle-Anse (KOPKAB), l'ICEF, la Coopérative Agro commerciale de Baptiste (CAB), Vincent Ogé à Dondon et l'initiative de l'USAID/IICA/ MARNDR dans la mise sur pied de la Fédération des Associations Caféières Natives (FACN) qui a produit une nouvelle marque de café HAITIAN BLUE.

fermentation suivie de lavages répétés et de séchage et nécessite de grandes quantités d'eau.

² En Haïti, les premières expériences de commerce équitable se sont déroulées au cours des années 80 mais n'ont pas abouti car les conditions fixées n'ont pas pu être respectées par les institutions accompagnant les organisations paysannes.

RECOCARNO, KOPKAB et FACN exportent leur café vert sur le marché européen de commerce équitable qui leur garanti un prix minimum de \$ US 1,26 la livre. La qualité du produit doit continuer à s'améliorer pour répondre aux critères de ces marchés qui sont étroits et très exigeants.

Le réseau FACN est parvenu à positionner sa marque de café, Haitian Blue, sur le marché américain comme une marque générique assez proche des cafés "Estates".

Toutes ces initiatives visent à se positionner sur les segments de marché gourmet et marché équitable, pour garantir un meilleur prix aux producteurs et contourner les fluctuations des cours internationaux.

Impacts de l'expérience

Les conditions définies par le commerce équitable favorisent l'augmentation des revenus des producteurs et le développement de leurs organisations. En effet, le commerce équitable présente les caractéristiques suivantes : relations directes entre producteurs et acheteurs / accès à l'information pour les producteurs et les acheteurs / relations à long terme entre producteurs et acheteurs / prix minimum garanti 1,26 USD / crédit stratégique de préfinancement (jusqu'à 40%) accordé par l'entreprise utilisant le label commerce équitable.

De plus, les associations affiliées doivent fournir un produit de qualité, elles doivent fonctionner sur des bases démocratiques, les conditions de travail doivent répondre aux normes internationales (pas de travail forcé, pas d'exploitation des enfants, respect des conditions agro-écologiques, certification, gestion transparente). Une prime doit être utilisée pour des investissements dans la protection de l'environnement et les activités communautaires.

Cette activité a introduit des changements importants dans le milieu. Citons les plus significatifs :

- Les producteurs-productrices ont accès à un marché stable depuis 1997, en dépit de la crise. Ce débouché a permis de maintenir la culture du café comme un élément stratégique pour la régénération de l'environnement.
- Les producteurs continuent d'améliorer la qualité et d'augmenter leur savoir faire.
- Les coopératives de café sont renforcées structurellement et ont vu le nombre de leurs membres doubler et tripler.
- Les femmes ont un rôle valorisant au sein des coopératives.
- Les producteurs renforcés ont pu négocier et obtenir certains appuis du gouvernement haïtien, la distribution des fonds Stabex et, aujourd'hui, la création de l'Institut National du Café qui cherche à promouvoir une politique sectorielle mais aussi une politique agricole globale.
- Les organisations de producteurs sont renforcées et sont en train de développer une plate forme nationale de producteurs de café avec des liaisons au niveau de la région CAMEXCA Caraïbe/Mexique/Amérique Centrale) pour défendre le secteur au niveau international.

Les contraintes à surmonter

- Les plantations caféières sont vieilles et l'amélioration de la qualité passe par la régénération des plantations et une formation technique massive des 200 000 producteurs de café

- Les problèmes institutionnels et l'instabilité politique ne facilitent pas le développement de relations commerciales standardisées avec des exigences de contrôle, de délais, de planification.

- Les résultats économiques sont patents a niveau micro mais influencent peu le système macroéconomique.

- Les subventions sont importantes pour appuyer l'amélioration de la production mais gênent au développement de l'esprit d'entreprise des coopératives. Ces initiatives s'étant développées dans le cadre de programmes des ONGs.

- Le commerce équitable en soi représente 1% du marché conventionnel du café au niveau mondial et ne peut être une alternative. Il faut des activités de plaidoyer pour que les principes du commerce équitable intègrent le marché conventionnel

Perspectives pour maintenir l'espoir

Haïti dispose de certains atouts qui peuvent être valorisés même dans ce contexte de crise. En effet le faible volume de production actuel nous épargne des problèmes de gestion de surproduction et rend possible la concentration des efforts sur l'amélioration de la qualité avec des investissements raisonnables.

D'autre part il n'y a pas de producteurs spécialisés uniquement dans la production de café en Haïti. On ne connaît pas de monoculture du café. Les productrices et producteurs développent des cultures associées (les unités d'exploitation regroupent plusieurs cultures : ignames, bananes, fruits, café). Ainsi la diversification devrait permettre de consolider l'exploitation agricole et garantir la sécurité alimentaire dans les zones caféières

Les défis actuels concernent :

- L'amélioration de la qualité et la diversification des variétés offertes.
- Le développement de niches au-delà du marché du commerce équitable qui n'est pas élastique en dépit de son développement spectaculaire aux Etats-Unis.
- Le Renforcement de la Plate-forme des Producteurs de café comme prélude à une organisation des producteurs pouvant influencer la politique de l'Etat.
- Le renforcement de l'Institut National du Café grâce a la participation effective des producteurs dans le Conseil d'Administration, pour pousser à une politique de développement rural en faveur du pays.
- La participation aux réseaux internationaux pour défendre les intérêts régionaux et revaloriser la participation d'Haïti.

L'expérience de RECOCARNO dans le commerce équitable prouve qu'il est possible de construire des alternatives commerciales capables de participer à un développement durable. Cependant il est important d'investir dans le plaidoyer pour garantir un environnement macroéconomique favorable aux petits producteurs. La Zone de Libre Echange des Amériques (ZLEA) et ses règlements ultra libéraux, qui vont au-delà de certains des règlements de l'Organisation Mondiale du Commerce, représente une menace pour les petites économies et étoufferont l'espoir représenté par ces initiatives si les peuples n'arrivent pas à défendre ces acquis.

Yollette ETIENNE – Port au Prince

Où trouver du café équitable haïtien en France ?

En Haïti, la société **Malongo** a commencé par soutenir l'association **France Haïti Partage** sur des projets pour les enfants des rues (<http://www.malongo.com>). Ces projets ont permis de rencontrer les acteurs de la production du café haïtien et de lancer une collaboration.

Malongo travaille ainsi avec la coopérative FACN (à la Thiotte, près de Jacmel). Depuis, deux ans, après avoir travaillé sur la certification du café au label commerce équitable Max Havelaar, Malongo achète donc une part de son café équitable en Haïti. Il le revend dans ses magasins (un peu partout en France) sous le nom Haïtian Blue, mais l'utilise aussi pour son « Café des petits producteurs », mélangé à du café Mexicain et Guatémaltèque, et vendu dans certaines grandes surfaces françaises.

La société Lobodis commercialise le café Kalinda, produit par des paysans du RECOCARNO, labellisé par Max Havelaar dans les enseignes Auchan, Monoprix, Casino, Leclerc, Cora, Match, Système U, Intermarché, Franprix.

**L'actualité du mois****La dette de l'indépendance**

« Parce qu'en 1825, nous avons dû payer 90 millions de francs or à la France, aujourd'hui nous réclamons au moins la valeur capitalisée pour 2003, soit plus de 21 milliard de dollars américains » demandait le 7 avril lors de la commémoration du bicentenaire de la mort de Toussaint Louverture, et répétait le 1^{er} mai, le Président Jean-Bertrand Aristide. Au mois de janvier, la député de Guyane, Christiane Taubira, avait déjà demandé que l'Etat français rembourse à Haïti la dette de l'indépendance, elle estimait cette dette à six fois les recettes annuelles de l'Etat haïtien.

Sans réponse sur le fond, le Ministère des Affaires Etrangères avait déclaré que depuis le retour à l'ordre constitutionnel en Haïti en 1994, « la France a octroyé 83 millions d'euros d'aide à ce pays et la communauté internationale a globalement alloué près de 2 milliards d'euros (...). Malheureusement, en dépit de cet engagement massif, peu de résultats ont été enregistrés en terme de développement ».

Pour leur part, plusieurs organisations de l'opposition voient dans la démarche du Président Aristide une tentative visant à empocher de l'argent au nom de la population. Selon elle, le gouvernement n'aurait ni la crédibilité, ni la capacité nécessaire pour gérer une telle somme. La demande de « restitution » avait déjà été émise au sommet anti-raciste de Durban en 2001. Elle est soutenue actuellement par une Plate-forme Toussaint Louverture nouvellement créée en Haïti.

Un ensemble d'associations en France, a aussi lancé une initiative en ce sens (à ce jour, on y trouve la Plate-Forme des Associations Franco-Haïtiennes, le Collectif Haïti de France, l'Agence Haïtienne de Développement Local, France Amérique Latine, le Mouvement International pour les Réparations et le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde). Un texte revendiquant, entre autre, la restitution de cette dette a été proposé comme base aux associations qui travaillent avec Haïti en France. Des actions sont prévues, notamment au Forum Social Européen de Saint-Denis, en novembre 2003.

La dette actuelle

La dette externe actuelle d'Haïti est estimée, par le Ministre Haïtien de l'Economie et des Finances, à un milliard et 248 millions de dollars. Le poids du service de la dette selon lui, aurait absorbé en moyenne 1/6 des recettes fiscales durant la deuxième moitié des années 90. Face à la situation économique très difficile du pays, où l'inflation est passée de 10 % en septembre, à 33 % en février, le gouvernement a décidé, a-t-il dit, de suspendre le paiement des arriérés de cette dette aux instances financières internationales, afin de répondre aux besoins urgents de la population.

Certes les pays étrangers continuent à apporter une aide à Haïti mais toujours par le biais des ONG. Les agences des Nations Unies ont mis au point un programme d'intervention d'urgence – 24 projets pour un total de 84 millions de dollars – pour répondre aux besoins les plus urgents des populations les plus vulnérables (3,8 millions d'Haïtiens en situation de pauvreté). Ce programme sera exécuté par les Agences des Nations Unies, en collaboration avec les ONG, les organisations locales étant considérées comme « acteurs essentiels » et l'administration publique qualifiée de « partenaire précieux ».

Pendant ce temps, la crise intérieure ne se dénoue pas mais des propositions de trêves sont avancées de part et d'autre. Et, les bulldozers Dominicains ont commencé à détruire des champs dans la plaine de Maribahoux (Nord Est d'Haïti) pour faire place à l'implantation d'une zone franche industrielle alors qu'aucun acte officiel n'a déclaré ces terres d'utilité publique.

**Principaux résultats d'une enquête sur les conditions de vie en Haïti.**

Le mardi 25 février, à Port au Prince, les résultats d'une enquête sur les conditions de vie en Haïti ont été présentés. Cette enquête a été réalisée par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) et financée en partenariat par le Trésor Public, le PNUD et le gouvernement Norvégien. C'est la première enquête de ce type réalisée en Haïti, l'échantillon était de 7 740 ménages. Comme dans toutes les enquêtes, une marge d'erreur doit être prise en compte. Toutefois, cette enquête donne des chiffres qui doivent permettre dans l'avenir de servir de base pour mener une véritable politique de lutte contre

la pauvreté. Elle permet surtout de confirmer la dégradation des conditions de vie, actuellement en Haïti. En voici les résultats partiels (d'après Métropole Haïti et Haïti Press Network).

Pauvreté : Plus de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté absolu (moins de 1 \$ par jour). En milieu urbain, 57 % des ménages sont pauvres (dont 38 % extrêmement pauvre) et 82,5 % en milieu rural (dont 64 % extrêmement pauvres). Le taux de chômage est de 40 % en milieu urbain contre 18,5 % en milieu rural.

Accès aux services de base : Près de 70 % des ménages n'ont pas accès à l'eau potable et à l'électricité. 90 % d'entre eux utilisent la lampe à kérosène. 89 % de la population n'a pas accès à un logement décent. 45 % des logements sont dépourvus de lieux d'aisance. 25 % des ménages ont accès aux services publics de ramassage des ordures.

Caractéristiques des ménages : La taille moyenne des ménages est de 4,5 personnes. 52 % des ménages sont dirigés par une femme. Il y a deux principaux modes d'organisation familiale : les familles élargies (37,5 %) et les familles nucléaires (26,8 %).

La taille moyenne des logements est de 2,6 pièces, soit 2,7 personnes par pièce.

Santé : Près d'1/3 des enfants de moins de 5 ans souffre de malnutrition chronique. 11 % des femmes souffrent d'insuffisance pondérale. 60 % des plus démunis n'ont aucune assistance médicale.

Localisation des ménages : 36 % de la population vit en milieu urbain. 88 % de la population vit dans son département d'origine.

30 % des ménages ont un parent émigré ; 62 % des émigrés vivent aux Etats-Unis, 16 % en République Dominicaine.

Environnement : 32 % des montagnes sont déboisées. 53 % des familles haïtiennes pratiquent la coupe arbitraire des arbres pour la fabrication de charbon de bois.

(En Haïti, beaucoup de familles pauvres coupent des arbres sans pouvoir tenir compte des impératifs de renouvellement de la forêt, pour en faire du charbon de bois, le vendre et gagner un peu d'argent à une période où ils en ont beaucoup besoin. Privés des arbres les mornes sont dénudés et soumis à l'érosion. La pluie emmène la terre fertile au bas des mornes. Il ne reste alors que des cailloux et plus rien ne pousse sur le mornes. Cela a des conséquences sur la fertilité, le potentiel de production agricole et sur les climats (sécheresse). C'est une véritable catastrophe écologique, économique et sociale)

Scolarisation : 60 % de scolarisation pour les enfants de 6-11 ans (gros effort dans ce domaine même si une enquête pourrait étudier le degré et la qualité des connaissances). 56%, 26 % et 8% des ménages urbains comptent au moins un individu de niveau primaire, secondaire ou supérieur.



A lire, à voir, à écouter :

Royal Bonbon, de Charles Najman.

« Au marché du Cap-Haïtien, capitale du nord et deuxième ville du pays, Charles Najman tombe sur un pauvre hère qui survit en ramassant des débris et se prend pour le roi Christophe. C'est le déclic. Ce personnage réel, que la population du marché surnomme le « roi Caca », sera transformé en un plus présentable « roi Chacha » dans le scénario que le réalisateur commence à écrire. Lassé des railleries, le roi Chacha quitte le marché et la ville pour gagner le fameux palais de Sans-Souci, où il tentera de ressusciter son règne » (Télérama n° 2782 - 10 mai 2003)

C'est simple, naturel avec des acteurs et des actrices qui sont tous Haïtiens et Haïtiennes. Si c'était un challenge de la part de Charles NAJMAN de réaliser son oeuvre dans un décor complètement dénudé et de mettre en scène que des autochtones, il ne doit pas être déçu. Car, la réplique lui a été donnée avec panache. En effet, il y a beaucoup de dignité dans le regard et la posture de ces paysans et paysannes, acteurs et actrices d'un jour, qui prennent la parole avec aisance pour exprimer leurs doléances en face d'un roi venu "pour rendre justice". De son côté, Dominique BATRAVILLE qui joue le rôle du Roi Henri CHRISTOPHE le fait avec tellement de talent, de constance, de décontraction et de naturel qu'il est tout simplement majestueux. Le film est rempli de références et d'allusions à l'histoire. Pas sûr qu'il soit accessible aux gens qui ne connaissent l'histoire haïtienne. C'est une comédie bouffonne, une parodie pour dire que jusqu'ici, dans ce pays, c'est la folie du pouvoir qui l'a toujours emporté sur le reste. Il y a de grands discours, des promesses, des blablablas qui ne débouchent sur rien. Le peuple crève de faim. Pas d'école, pas d'électricité, pas d'eau, pas de route...etc. Une seule préoccupation : l'accession au pouvoir pour s'occuper de son nombril. En cela, le film est très proche de la dure réalité. On peut dire qu'il n'est pas très positif, à part les jeux de lumières dans l'obscurité, une petite organisation dans le maquis et l'apparition des écoliers à la fin du film qui laisse présager une lueur d'espoir. Ce n'était sans doute pas le but recherché. Plutôt que de proposer des solutions, le cinéaste semble vouloir faire prendre conscience d'un état de fait qui donne effectivement à réfléchir.



Au Collectif Haïti de France :

Le 27 mai : Réunion publique au Collectif Haïti de France avec Camille Chalmers, sur la dette.

(SOUS RESERVE – Camille Chalmers n'étant pas assuré d'avoir un visa pour venir en Europe, la réunion publique pourra être annulée au dernier moment. Nous vous conseillons de nous appeler dans la journée de mardi pour vous assurer de sa tenue).

Entrée libre – CICP - 21, ter rue Voltaire – 75011 Paris. M°Nation ou Rue des Boulets - Renseignements : 01 43 48 31 78